

d'alarme, un appel angoissé. Il était justifié par la gravité des événements d'abord, ensuite par la nécessité de détruire dans l'esprit des travailleurs l'opinion fautive forgée à coups de mensonges, ou de silences aussi dangereux, par la presse quotidienne.

On veut nous empêcher de parler en socialistes. C'est normal. Nous sommes en régime capitaliste et jusqu'à présent le résident du Front populaire nous a donné l'unique impression de soutenir au Maroc ceux qui exploitent contre ceux qui sont exploités.

Mais ce qui est moins normal, c'est que le Parti nous désapprouve sans nous avoir entendus.

Nous sommes enfermés dans une impasse : Socialistes, la résidence nous brime ; Socialistes, le secrétariat du Parti approuve la résidence.

... Après l'arrestation de Ben Salem, délégué de l'Algérie au Congrès de Marseille, de Messali Hadj, secrétaire du Parti du Peuple algérien, après les fusillades de Meknès, après les émeutes qui suivirent l'arrestation des chefs du parti d'Action marocaine, après la saisie des *Débats socialistes* et du *Maroc socialiste*, nous ne pouvons que nous demander si le Gouvernement ne cherche pas à détruire en Afrique du Nord tout mouvement d'émancipation...

Gaston DELMAS.
Secrétaire fédéral.

Notre camarade Delmas n'a peut-être pas, dans son émouvant rapport, attiré suffisamment l'attention sur un point extrêmement grave : C'est ce même lundi 25 octobre au cours duquel Blumel et Paul Faure font l'un et l'autre connaître à Chaignaud et à Delmas, par le téléphone et le télégraphe, leur approbation de la politique du résident et leur désapprobation de l'attitude de la Fédération socialiste que le général Noguès décide de faire son mauvais coup : au coucher du soleil, le Maroc, atterré, apprend que tous les dirigeants du comité d'Action marocaine sont arrêtés. Est-ce là une simple coïncidence ? Il est permis d'en douter. Nous craignons, au contraire, que ce soit précisément l'approbation du gouvernement représenté par Blumel et du Parti représenté par Paul Faure, au cours de cette journée du 25 octobre, qui ait fait tomber les dernières hésitations du général Noguès : c'est parce qu'assuré de la confiance totale des ministres socialistes et du Parti socialiste qu'il s'est décidé à déclencher le soir même la plus abominable des répressions.

D'ailleurs, les déclarations publiques faites par le général après les troubles, à Fès, le 31 octobre et que reproduit le Petit Marocain du 1^{er} novembre, confirment notre hypothèse :

Je sais maintenant que j'ai l'appui de tous les partis français qui, unanimes, ont compris le danger.

J'ai l'appui du gouvernement en entier, auquel je n'ai cependant pas eu le temps de référer avant d'engager cette dure action, mais qui m'approuve et qui approuvera encore tout ce que je ferai dans ce sens à l'avenir.

J'ai reçu, depuis deux ou trois jours, de Paris, par téléphone et télégraphe, l'acquiescement absolu du ministère.

C'est la France entière qui est derrière moi...

Hélas ! ce n'est pas tout. Par leurs malheureuses interventions du lundi 25 octobre, Blumel et Paul Faure, non seulement ont achevé de décider le résident à frapper le comité d'Action marocaine, mais ils ont attiré la répression sur la Fédération socialiste elle-même.

Car c'est bien elle que vise le général lorsque, dans la suite de ses déclarations, il dénonce :

Les campagnes partisans faites par d'aucuns énergumènes, des Français, hélas ! qui ne comprennent rien à la politique indigène, et qui croient devoir se liquer avec nos ennemis...

Et lorsqu'il déclare :

Pour ceux-là, je serai également impitoyable. Je ne tolérerai plus leur action perturbatrice.

Comment qualifier les deux interventions du 25 octobre ? Par égard pour notre Parti, nous dirons seulement : inconscience. **D. GUERIN.**

P.-S. — Mis au courant de ces faits, le Conseil fédéral de la Seine du 5 novembre a décidé l'envoi d'un télégramme de « totale solidarité socialiste » à la Fédération du Maroc.

TRIBUNE de Vigilance démocratique

Pour maintenir la classe ouvrière en esclavage, la bourgeoisie est obligée de mentir, de frauder, de truquer, et plus elle se sent en danger, plus elle ment, plus elle fraude, plus elle truque.

Aucun socialiste ne contestera cette vérité élémentaire.

Alors nous serons unanimes, n'est-ce pas, camarades, à condamner chez nous tout mensonge, toute fraude, tout truquage.

PREMIER DOCUMENT :

COMITÉ FÉDÉRAL MIXTE DES JEUNESSES SOCIALISTES
DU NORD

Siège : 247, rue de Paris, Lille.

A nos secrétaires de groupes.

Camarade secrétaire,

Vous avez certainement reçu les premières circulaires concernant notre grande journée du 5 décembre.

Avec joie, certainement, vous avez appris que Paul Faure serait des nôtres.

Nous voulons le remercier d'avoir bien voulu répondre à l'appel de nos Jeunesses du Nord par un geste qui lui fera grand plaisir.

Paul Faure vient de fonder un journal : « Le Socialiste », ce journal a pour but de défendre à l'intérieur du parti la doctrine socialiste.

Nous avons 175 groupes, si chaque groupe prenait un abonnement, nous pourrions, au cours du banquet du 5 décembre, offrir à Paul Faure 175 abonnements à son journal.

Nous pensons que ce geste ferait bien plus plaisir à Paul Faure que n'importe quel cadeau. Qu'en pensez-vous ?

Si vous êtes d'accord avec nous, envoyez l'abonnement de votre groupe pour le 21 novembre, à Florimond Lecomte, 247, rue de Paris, à Lille, C. C. P. 42-42.

D'avance nous vous remercions et vous prions de recevoir notre salut socialiste.

GÉRARD GERBIER.

FLORIMOND LECOMTE.

P.-S. — L'abonnement coûte 15 francs pour un an ; par le présent, NOUS VOUS ENVOYONS UN EXEMPLAIRE.

Un seul mot de commentaire : les signataires sont-ils prêts à faire le même effort pour faire connaître aux J.S. la Bataille socialiste et les Cahiers rouges ?

DEUXIÈME DOCUMENT. — Encore des « démocrates ».

LE BONNETEAU MARNAIS

Le bonneteau marnais est un truc épatant, mais il y faut de l'adresse.

L'opérateur, manches retroussées, dispose de trois cartes, figurant trois motions, qu'il montre successivement aux badauds en ayant soin d'insister sur celle qui va disparaître.

Il pose ensuite les trois cartes sur la table du Conseil national, fait un chassé-croisé des mains : une deux... une deux... Et maintenant, camarades, cherchez la motion Gauche révolutionnaire. Rien dans les mains, rien dans les poches.

Disparue la motion Gauche révolutionnaire, au nez et à la barbe des assistants ébaubis.

Le délégué fédéral de la Marne est un habile homme.

Dans sa fédération, les voix se décomptaient, avant Marseille, de la façon suivante :

Tendance Gauche révolutionnaire.....	542
Tendance Blum-Paul Faure.....	413
Tendance Ziromsky.....	301

Que croyez-vous qu'il fit au Conseil national ? Eh bien, il supprima purement et simplement les mandats gauche révolutionnaire et les reporta sur les motions Ziromsky et Blum-Paul Faure dans la proportion 27 et 20. Marceau Pivert : zéro.

Pas mal, n'est-ce pas ?

Afin d'amortir le choc, on avait pris soin d'établir, avant le départ pour Paris, une motion de caractère hardi, que personne n'avait pu discuter parce que publiée seulement le matin du 6 novembre, jour du Conseil national, ce qui n'em-

Les Jeunes dans la lutte révolutionnaire

OU VONT les JEUNESSES SOCIALISTES ?

Le C.N.M. se flatte d'atteindre prochainement les 100.000 adhérents. Outre que ce chiffre paraît difficilement réalisable, 60.000 étant déjà exagéré, ce n'est pas le nombre qui fait uniquement la force d'une organisation de jeunes, mais bien plus, son potentiel révolutionnaire.

Si c'est ne rien faire que d'amener aux Jeunesses Socialistes un jeune ouvrier dont on ne réussira pas à faire un révolutionnaire, c'est une trahison d'en faire un conformiste, qui ne discutera jamais les actes des chefs et les suivra, même s'ils se trompent, ou agissent contre les intérêts de sa classe.

Depuis les exclusions de Creil, l'Entente de la Seine a cessé d'être l'avant-garde révolutionnaire de la jeunesse socialiste. Les meilleurs éléments, les responsables dignes de ce nom, comme Weitz, Lalande et autres, étant bannis, tous les camarades sincères les ont suivis et maintenant les inamovibles du C.N.M. peuvent dormir sur leurs deux oreilles. On ne parlera plus de la Révolution parmi les trois ou quatre cents jeunes socialistes demeurés fidèles au C.N.M., on ne parlera plus de lutter à armes égales avec les fascistes et Dormoy ne saisira pas le Cri des Jeunes...

Il est encore temps, camarades, de redresser la situation. Il faut aux luttes révolutionnaires de demain des jeunes dignes d'elles. Chochoy collabore au Socialiste. Les dés sont jetés, militons, nous, à la G. R. Il y a encore des révolutionnaires aux Jeunesses de la S. F. I. O.

Restons sur la brèche, inculquons aux nouveaux adhérents les principes essentiels du marxisme. Mettons nos idées et nos soucis en commun et bientôt nous ferons réintégrer les exclus.

Le salut est à ce prix.

L'heure est décisive. Devant la carence des réformistes et des staliniens, le fascisme se redresse et l'union sacrée se prépare dans l'ombre du Front populaire.

Camarades de la G. R., travaillons ensemble au triomphe de la Révolution socialiste, de la grande et unique Révolution, d'où sortira le Socialisme.

Henry MAITREJEAN.

Nous apprenons avec douleur la mort, sur le front d'Aragon, de notre camarade Philippe Colombet, de la XIV^e section. Nous évoquerons son souvenir dans notre prochain numéro. (Les C. R.)

pêchait d'ailleurs pas de l'attribuer à la fédération de la Marne « unanime ».

Grâce à cette précaution, notre délégué au C. N. avait les coudées franches.

Mais l'orage gronde ; pas plus qu'on n'arrête l'eau du ruisseau par des barrages successifs, pas plus on n'arrêtera les courants d'opinion qui, eux aussi, bondiront par-dessus l'obstacle avec une puissance toujours accrue.

Et par ailleurs, comment veut-on que les camarades qu'on a chargés du soin de nos destinées soient renseignés sur l'opinion des militants lorsque les majorités sont entachées de pareilles irrégularités ? Tout le monde est dupé.

Socialistes, exigez la sincérité et la justice dans votre parti si vous voulez réellement servir la cause socialiste.

E. PONS.

Le gérant : J. LEFEUVRE.

L'EMANCIPATRICE, IMPR. COOPÉRATIVE
3, r. de Pondichéry, Paris. 18187 1137
G. DODRELE, Administrateur-Délégué.